

In Extenso

In Extenso IDF Audit
63 ter avenue Edouard Vaillant
CS 80137
92517 Boulogne Billancourt cedex

Tél. : 01 69 11 66 66
Fax : 01 69 11 66 40
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

FACULTE DES METIERS DE L'ESSONNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 3 chemin de la Grange Feu Louis – 91000 Evry

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres de l'association Faculté des Métiers de l'Essonne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Faculté des métiers de l'Essonne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

In Extenso

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné les modalités de comptabilisation du chiffre d'affaires et mis en œuvre des tests destinés à sécuriser la réalité et le rattachement dudit chiffre d'affaires à l'exercice.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été examinés par la Commission des finances et arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

In Extenso

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lisses, le 8 juin 2022

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Membre de la Compagnie

des Commissaires aux comptes de Versailles

Signé électroniquement le 08/06/2022 par
Jean-Philippe Fery

In Extenso
Signature électronique

Jean-Philippe FERY

Sommaire

I) Bilan	
Bilan Actif.....	3
Bilan Passif.....	4
II) Compte de résultat.....	6
III) Annexes	
Règles et Méthodes comptables.....	8
Autres informations.....	9
Notes sur le Bilan Actif.....	12
Notes sur le Bilan Passif.....	14
Notes sur le Compte de résultat.....	15
Détail des postes concernés par le chevauchement d'exercice ...	17
Autres informations	
↳ Effectifs.....	18
↳ Engagements financiers hors bilan.....	19
↳ Bénévolat.....	19
↳ Conventions conclues au cours de l'exercice.....	19

Bilan

BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice 31/12/2021			Exercice 31/12/2020
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, etc.	812 911	689 495	123 416	114 339
Immobilisations corporelles				
Terrains	593 351	4 603	588 748	589 043
Constructions	7 529 802	1 416 943	6 112 859	6 308 988
Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 560 800	8 571 897	3 988 903	3 661 092
Autres immobilisations corporelles	5 808 356	4 518 115	1 290 241	1 472 833
Immobilisations corporelles en cours	51 838		51 838	202 911
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	1		1	1
Autres	104 944		104 944	105 481
Total I - ACTIF IMMOBILISE	27 462 003	15 201 053	12 260 950	12 454 688
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	65 587		65 587	77 108
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 894 490	107 662	7 786 829	9 347 281
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 401 208		1 401 208	2 137 133
Disponibilités	9 015 950		9 015 950	5 051 508
Charges constatées d'avance	383 661		383 661	368 966
Total II - ACTIF CIRCULANT	18 760 897	107 662	18 653 235	16 981 996
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	46 222 900	15 308 715	30 914 185	29 436 684

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 31/12/2021	Exercice 31/12/2020
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	356 564	356 564
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	1 033 242	1 033 242
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	135 347	135 347
Autres	4 338 287	
Report à nouveau	78 998	78 998
Excédent ou déficit de l'exercice	2 801 771	4 338 287
Situation nette (sous total)	8 744 209	5 942 438
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	9 799 407	10 134 167
Total I - FONDS PROPRES - FONDS ASSOCIATIFS	18 543 616	16 076 605
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds dédiés	1 107 821	1 743 498
Total II - FONDS REPORTEES et DEDIES	1 107 821	1 743 498
PROVISIONS		
Provisions pour risques	898 525	759 523
Provisions pour charges	1 315 971	1 246 509
Total III - PROVISIONS	2 214 496	2 006 032
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	621 586	772 254
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 504 443	1 910 797
Dettes fiscales et sociales	3 050 300	3 954 366
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 059	51 568
Autres dettes	1 409 300	1 743 171
Produits constatés d'avance	2 459 564	1 178 393
Total IV - DETTES	9 048 252	9 610 549
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	30 914 185	29 436 684

Compte de Résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2021	Exercice 31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	20 598	10 218
Ventes de prestations de service	24 055 559	24 390 840
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 960 521	2 033 975
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	430 856	291 566
Utilisations des fonds dédiés	40 770	40 770
Autres produits	9 475	1 135
Quote-part subventions d'investissement virée au résultat (*)	1 971 392	1 734 482
Total I - PRODUITS D'EXPLOITATION	28 489 172	28 502 986
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	656	3 026
Variation de stock	11 521	2 506
Autres achats et charges externes	7 585 701	7 045 974
Impôts, taxes et versements assimilés	386 744	290 804
Salaires et traitements	10 628 451	10 509 406
Charges sociales	4 452 883	4 302 332
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 112 847	1 888 905
Dotations aux provisions	524 075	513 727
Autres charges	48 312	90 009
Total II - CHARGES D'EXPLOITATION	25 751 190	24 646 689
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	2 737 982	3 856 297
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	96 935	89 489
Autres intérêts et produits assimilés	3 992	6 493
Total III - PRODUITS FINANCIERS	100 927	95 982
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	9 918	2 637
Total IV - CHARGES FINANCIERES	9 918	2 637
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	91 009	93 345
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	2 828 991	3 949 642
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	9 219	401 997
Sur opérations en capital	1 200	400
Total V - PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 419	402 397
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	36 681	12 100
Total VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES	36 681	12 100
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-26 262	390 297
Impôts sur les bénéfices (VIII)	958	1 652
Total des produits (I + III + V)	28 600 518	29 001 365
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	25 798 747	24 663 078
EXCEDENT OU DEFICIT	2 801 771	4 338 287

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

(*) Afin de donner une meilleure lecture du compte de résultat, la FDME a choisi de présenter la quote-part de subvention d'investissement virée au résultat en produit d'exploitation (et non en produit exceptionnel)

Annexe aux comptes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 30 914 185 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 2 801 771 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 6 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements de l'actif immobilisé qui seraient susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique.

1.2 Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat connu.

1.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les provisions pour dépréciation sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

1.4 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.

II AUTRES INFORMATIONS

2.1 Périmètre de l'association

L'association Faculté des Métiers de l'Essonne est un organisme de formation offrant :

- ✓ Un CFA proposant 90 formations en alternance dans les secteurs de l'artisanat, l'industrie et les services, organisées en 8 filières, sur 3 sites (Evry-Courcouronnes, Bondoufle et Massy),
- ✓ Un service de Formation Continue en inter et en intra,
- ✓ Un Pôle d'Accès à l'Alternance,
- ✓ Des formations en sous-traitance pour un CFA.

A la remontée des effectifs du 15 janvier 2022 (année de formation 2021/2022), le CFA a déclaré :

- 2 836 apprentis (chiffre officiel du 31/12/2021) auxquels il convient d'ajouter
- 42 Contrats de professionnalisation
- 40 jeunes en prépa-apprentissage

2.2 Fonctionnement pratique

Les charges et produits imputables aux activités de formation sont enregistrés directement sur les services correspondants de la Faculté des Métiers.

Les biens et services communs regroupent les services fonctionnels (Direction Générale, Direction Commerciale et Communication, Direction des Ressources Humaines, Direction Financière, Moyens Généraux et une Direction des Systèmes d'Information) et les services de la Direction de la Pédagogie. Ils sont répartis (de manière extracomptable) sur les activités de formation, au prorata du nombre de filières, du nombre de groupes de formation et des m² utilisés.

2.3 Faits marquants de l'exercice

➤ **Impacts de la crise sanitaire**

La FDME a adapté son activité en fonction des protocoles sanitaires exigés (cours en distanciel, application de mesures d'hygiène, avec le port du masque, la distribution de gel hydroalcoolique...).

Les événements liés au recrutement des candidats comme les JPO ont été organisés en distanciel.

Les primes exceptionnelles versées aux employeurs d'alternants ont été prolongées.

En terme d'activité Apprentissage : Le financement des OPCO a été maintenu, car l'activité a été intégralement poursuivie notamment au travers des cours en distanciel pendant la période de confinement. La FDME n'a pas eu recours au chômage partiel.

En terme d'activité Formation professionnelle : Seuls les cours de langue ont pu être maintenus durant la période de confinement pour les salariés des entreprises n'étant pas en chômage partiel.

On note une baisse de 10% du chiffre d'affaires de la Formation Continue soit moins de 249 K€. Il est à noter que cette baisse est constatée dans les autres établissements du même secteur d'activité.

Dans ce contexte de crise économique engendrée par la crise sanitaire, la FDME a souscrit deux Prêts Garantis par l'Etat (PGE) auprès de la Société Générale et du Crédit du Nord de 300 K€ chacun. Au 31/12/2021, seul le Prêt du Crédit du Nord ressort dans les comptes, celui de la Société Générale ayant été intégralement remboursé en 2021. Le remboursement du PGE contracté auprès du Crédit du Nord est intervenu au début de l'année 2022.

➤ **Changement de gouvernance**

Nouvelle mandature liée aux élections des Chambres Consulaires en novembre 2021, ayant entraîné une rotation des élus aux instances de la FDME ; en particulier, un nouveau Trésorier (issue de la CMAE) a été nommé ainsi qu'un nouveau Trésorier adjoint (issue de la CCIE), selon les statuts de la FDME.

Par ailleurs, les fonctions suivantes ont évolué :

- ✓ Présidence : démission de l'ancien président et nomination d'un nouveau président avec prise d'effet au 30/09/2021.
- ✓ Direction Générale : départ de l'ancienne DG le 02/11/2021 suite à sa démission et nomination d'un nouveau DG issu de la FDME.
- ✓ Création d'une Direction Administrative et Financière : recours au management de transition.

➤ **Obtention de la Certification Qualiopi en octobre 2021**

➤ **Impacts de la Réforme de l'apprentissage sur les comptes 2021**

La loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a généré une réforme en profondeur de l'apprentissage, notamment concernant son mode de financement.

La nouvelle modalité de financement des CFA par les OPCO est basée sur un Niveau de Prise en Charge (NPEC) défini par les branches ou à défaut France Compétences, appliqué à chaque contrat d'apprentissage. Il y a donc autant de tarifs par formation que de branches.

Le système transitoire de 2020 a pris fin, laissant la place à l'application du tarif des branches sur l'ensemble de l'exercice 2021.

La FDME ne perçoit donc plus de subventions de fonctionnement du Conseil Régional ni de Taxe d'apprentissage par les entreprises.

Subvention reçue à titre exceptionnel du Conseil Régional pour 1 220 K€

Dans le contexte de crise économique et afin de soutenir l'apprentissage le Conseil Régional a voté un budget à destination des CFA en vue de soutenir les formations en difficultés. La FDME a présenté une demande au titre de ce dispositif désigné « majoration coût contrat » et s'est vue attribuer une subvention à hauteur de 1 220 K€ sur l'exercice ; pour mémoire la subvention s'élevait à 1 495 K€ en 2020.

➤ **Financement par les chambres consulaires**

Du fait de la baisse des ressources pratiquée par l'Etat sur l'ensemble des réseaux consulaires et des prélèvements exceptionnels effectués, les chambres n'ont versé aucune subvention de fonctionnement.

Par ailleurs, il a été perçu une subvention de 285 473 € des chambres consulaires en retour des dividendes reçus de la SCI FDM pour l'exercice 2021 (dont 96 935 € en produits financiers).

➤ **Cyberattaque du 27/10/2021**

La FDME a fait l'objet d'une cyberattaque par le ransomware Lockbit ; la DSI a restauré la dernière sauvegarde, mais le système a de nouveau été attaqué le 02/11/2021. Pour sortir de la crise, la FDME a fait appel à un cabinet de conseil spécialisé en cybersécurité. Les cours ont progressivement repris à compter du 08/11/2021. Une plainte a été déposée au Commissariat d'Evry-Courcouronnes le 15/11/2021.

➤ **Consortium : immobilisation et mise en service de la plateforme**

La FDME, qui est porteuse du projet, a réceptionné le 09/10/2019 la construction et les équipements du consortium qui sont immobilisés dans ses comptes. Au 31/12/2020, l'ensemble des équipements ont été installés et intégrés.

Le bilan du Consortium se présente de la manière suivante :

Bilan actif				
	Brut	Amort. Provisions	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concession, brevets et droits assimilés	50 050	27 127	22 923	31 021
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Construction	6 297 571	467 563	5 830 008	6 049 024
Installations techniques, Matériels et outillage	3 535 968	1 324 427	2 211 541	2 840 629
ACTIFS IMMOBILISES	9 883 589	1 819 117	8 064 472	8 920 674
Usagers et comptes rattachés				288 496
Autre créances	105 000		105 000	1 457 580
Divers				
Disponibilités				47 957
Charges constatées d'avance				
ACTIFS CIRCULANTS	105 000	0	105 000	1 794 033
TOTAL DE L'ACTIF	9 988 589	1 819 117	8 169 472	10 714 707

Bilan passif		
	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
PASSIF		
Subventions d'investissement	6 800 507	7 871 775
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Fonds propres & autres Fonds Associatifs	6 800 507	7 871 775
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges		
Fonds dédiés sur autres ressources	1 107 821	1 159 230
Fonds dédiés	1 107 821	1 159 230
FONDS ASSOCIATIFS	7 908 328	9 031 005
Emprunts et dettes assimilées		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		504 482
Dettes fiscales et sociales	61 144	
Autres dettes	200 000	1 179 220
Produits constatés d'avance		
DETTES	261 144	1 683 702
Comptes de régularisations		
TOTAL DU PASSIF	8 169 472	10 714 707

➤ **Taxe d'apprentissage**

Depuis le 1er janvier 2020, la FDME ne perçoit plus de taxe d'apprentissage. Elle n'a donc perçu aucune taxe d'apprentissage en 2021 car elle n'est pas inscrite sur la liste des établissements pouvant percevoir le 0,13%.

Le solde 2020 de réserve de taxe d'apprentissage de 594 908 € a été totalement utilisé en 2021 et porté en compte de Subventions d'investissements - Taxe d'apprentissage en compte 131810 « Subventions d'investissements - Taxe d'apprentissage ».

2.4 Faits marquants postérieurs à la date de clôture

- Le risque de baisse de l'embauche d'apprentis pour la rentrée 2022 avec la non-reconduction des primes exceptionnelles employeurs après le 30 juin 2022, amène à une grande vigilance et un maintien de la relation avec les entreprises. Le gouvernement a finalement annoncé fin mai la prolongation de l'aide jusqu'à fin 2022.
- Le système de financement de l'apprentissage n'est pas équilibré au niveau de France Compétences du fait d'une part de la croissance du nombre d'apprentis et d'autre part, de la baisse de la collecte de taxe d'apprentissage, induite par la diminution de la Masse salariale liée à la crise économique.
- Cette situation amène donc à une grande prudence, la FDME devant générer des Résultats excédentaires de manière à pouvoir co-financer ses investissements avec les OPCO ou autres financeurs potentiels.

CampusFab :

La FDME, porteur du projet de la construction de la plateforme du Futur au sein du Consortium dédié et membre de l'association, est fortement impliquée dans CampusFab.

L'activité de CampusFab ne permet pas d'atteindre un équilibre, sachant que les charges d'exploitation s'élèvent à 550 K€. La FDME a alerté les différents partenaires pour leur signifier que la situation ne pouvait plus perdurer. Une procédure d'alerte a par ailleurs été lancée par le Commissaire aux comptes en février 2022. La réponse apportée par la présidente de CampusFab expliquant que le comité exécutif de l'association travaillait activement avec les membres pour trouver une solution permettant de garantir la continuité d'exploitation, a permis d'écarter pour le moment la mise en œuvre de la procédure d'alerte. La FDME négocie pour sortir de CampusFab.

III NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 Investissements de l'année 2021

Les investissements de l'exercice filières représentent 2 060 751 € auquel il convient d'ajouter les immobilisations en cours pour 51 838€ soit 2 112 589 €.

Les investissements (hors immobilisations en cours) concernent :

➤ Massy 520	6 885 €
➤ Industrie (Bondoufle) 530	359 369 €
➤ Métiers de l'entreprise et du tourisme	75 304 €
➤ Automobile 570	49 482 €
➤ Soins 580	17 333 €
➤ Bouche	10 005 €
➤ Accès à l'alternance	11 160 €
➤ Autres services	166 610 €
➤ Travaux et aménagement 300	822 560 €

➤ Service informatique 301	446 928 €
➤ Immobilisations en cours	51 838 €

Total FDME Hors CampusFab (Consortium) 1 965 636 €

Les investissements de CampusFab (Consortium) représentent **95 115 €**

3.2 Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	703 912	108 998	-	812 911
Immobilisations corporelles	24 583 071	1 951 752	42 514	26 492 310
Immobilisations financières	105 482	-	537	104 945
Immobilisations en cours	202 911	51 838	202 911	51 838
TOTAL	25 595 376	2 112 589	245 962	27 462 003

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	589 573	100 263	-	689 837
Immobilisations corporelles	12 551 115	1 963 558	3 457	14 511 216
Titres mises en équivalence	-	-	-	-
Autres Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	13 140 688	2 063 821	3 457	15 201 052

Immobilisations et amortissements	Montant	Amortissement	Valeur Nette	Durée
Concessions brevets licences	812 911	689 495	123 416	3 ans
Terrains	587 861	-	587 861	Non amortissable
Agencements aménagements terrains	1 201	1 201	-	10 ans
Agencements aménagements terrains sport AIFT	4 289	3 401	888	10 ans
Constructions	7 171 986	1 191 563	5 980 423	10 ans
Installations agencements constructions	331 896	199 459	132 436	10 ans
Installations constructions sur sol autrui	25 920	25 920	-	10 ans
Matériels industriels	1 055 328	1 054 762	567	5 ans
Outillages industriels	21 562	20 974	588	5 ans
Agencements aménagements mat. Outillages	15 574	14 156	1 417	10 ans
Matériels pédagogiques	6 119 795	3 417 735	2 702 061	1 à 10 ans
Installations agencements aména. Pédagogiques	1 921 950	1 131 018	790 932	10 ans
Matériels informatiques pédagogiques	1 799 696	1 423 805	375 891	3 à 4 ans
Mobiliers pédagogiques	1 626 895	1 509 448	117 448	5 à 10 ans
Installations agencements divers	3 933 471	2 963 652	969 818	10 ans
Matériels de transport	30 602	17 347	13 255	3 à 5 ans
Matériels de bureau	87 587	87 587	-	3 à 4 ans
Matériels informatiques	771 612	541 957	229 655	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	949 784	873 370	76 413	10 ans
Matériels de communication	34 801	34 201	599	10 ans
Œuvres d'art	500	-	500	Non amortissable
Immobilisations en cours	6 921	-	6 921	Non amortissable
Avances et acptes versés s/immobilisations	44 917	-	44 917	Non amortissable
Dépôts et cautionnements	104 944	-	104 944	
TOTAL	27 462 003	15 201 052	12 260 950	

3.3 Actif circulant

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif circulants et charges constatées d'avance	9 744 947	9 744 947	
TOTAL	9 744 947	9 744 947	-

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Stocks en en-cours	-	-	-	-	-
Comptes de tiers	91 544	50 746	34 629	-	107 662
TOTAL	91 544	50 746	34 629	-	107 662

Produits à recevoir	A la clôture
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	4 025 999
Autres créances	33 847
Disponibilités	
TOTAL	4 059 846

Charges constatées d'avance : 383 661 €

Les charges constatées d'avance sont composées de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

IV NOTES SUR LE BILAN PASSIF4.1 Provisions

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions règlementées	-	-	-	-	-
Provisions pour risques & charges	2 006 032	524 075	315 611	-	2 214 496
TOTAL	2 006 032	524 075	315 611	-	2 214 496

4.2 Dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	De plus de 5 ans
Etablissements de crédit	617 535	456 840	160 695	-
Dettes financières diverses				-
Fournisseurs	1 504 443	1 504 443		-
Dettes fiscales & sociales	3 050 300	3 050 300		-
Dettes sur immobilisations	3 059	3 059		-
Autres dettes	1 409 300	1 229 509	179 791	-
Produits constatés d'avance	2 459 564	2 459 564		-
TOTAL	9 044 201	8 703 715	340 486	-

Charges à payer	A l'ouverture
Emprunt & dettes établ. de crédit	4 051
Fournisseurs	326 207
Dettes fiscales & sociales	2 040 619
Autres dettes	681 982
TOTAL	3 052 859

4.3 Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droits de reprise	356 564				356 564
Fonds propres avec droits de reprise	1 033 242				1 033 242
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves fonds dédiés	-				-
Autres réserves	135 347		4 338 287		4 473 634
Report à nouveau	78 998				78 998
Excédent ou déficit de l'exercice	4 338 287	4 338 287	2 801 771		2 801 771
Situation Nette	5 942 438	4 338 287	7 140 058		8 744 209
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	10 134 167	-	1 700 838	2 035 598	9 799 407
Provisions réglementées		-	-		-
TOTAL	16 076 605	4 338 287	8 840 896	2 035 598	18 543 616

4.4 Variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture	Reports	Utilisation	Transferts	A la clôture
Subventions d'exploitation	-				-
Contributions financières d'autres organismes	1 148 591		40 770		1 107 821
Contributions entreprises (solde taxe apprentissage)	594 906			594 906	-
Ressources liées à la générosité du public	-				-
	-				-
	-				-
TOTAL	1 743 497	-	40 770	594 906	1 107 821

Produits constatés d'avance : 2 459 564 €

Les produits constatés d'avance sont composés de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

V NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Au regard de la mise en œuvre de la nouvelle norme comptable ANC n°2018-06 du 6 décembre 2018, il est spécifié que la FDME ne fait pas appel à des bénévoles dans le cadre de la réalisation de son activité.

La FDME ne bénéficie pas de dons de matière d'œuvre significatifs, elle réalise l'ensemble de ses achats.

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Nature du chiffre d'affaires	Année	Taux
Ventes de marchandises	497	0,00%
Ventes de produits finis	32 588	0,14%
Prestations de services formation apprentissage	21 311 108	88,52%
Prestations de services formation professionnelle	2 151 842	8,94%
Produits de services	8 893	0,04%
Produits de locations diverses (dont CampusFab)	182 134	0,76%
Produits divers (dont CampusFab)	389 095	1,62%
TOTAL	24 076 157	100,00%

5.2 Ventilation des subventions d'exploitation

Nature de subvention	Année	Taux
Concours publics et subventions d'exploitation exceptionnelle	1 219 536	62,20%
Subventions de chambres consulaires (CCI, CMAI)	-	0,00%
Retour Résultat SCI FDM des chambres consulaires	188 728	9,63%
Autres subventions Région	6 100	0,31%
Autres subventions	546 156	27,86%
TOTAL	1 960 520	100,00%

5.3 Collecte de taxe d'apprentissage

Depuis l'exercice 2020, la FDME ne perçoit plus de taxe d'apprentissage. Aucun montant de taxe d'apprentissage provenant du solde du 31/12/2019 n'est affecté au fonctionnement, il a été intégralement utilisé en 2021 pour financer des investissements.

Collecte de la Taxe d'apprentissage	-
Solde réserves de Taxe d'apprentissage antérieur	594 908
Fonds disponibles pour l'année	594 908
Affectation financement des investissements	594 908
Affectation au fonctionnement	-
Solde de la taxe affectable aux investissements N+1	-

5.4 Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et de produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers. On pourra s'y reporter ainsi qu'au rapport du trésorier, document qui fournit une information plus détaillée.

VI DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

6.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir sur clients et comptes rattachés	Montant
Clients factures à établir Formation continue	440 053
Clients factures à établir Apprentissage	3 435 475
Clients factures à établir - divers	150 472
TOTAL	4 026 000

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Fournisseurs rabais remises ristournes à obtenir	16 966
Débiteurs et créditeurs divers produits à recevoir	16 881
TOTAL	33 847

Produits à recevoir sur disponibilités	Montant
Banques intérêts courus à recevoir	
TOTAL	-

6.2 Charges à payer

Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	Montant
Banques intérêts courus à payer	4 051
TOTAL	4 051

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	326 207
TOTAL	326 207

Dettes fiscales et sociales	Montant
Personnels congés à payer	1 006 862
Personnels autres charges à payer	361 074
Frais collaborateurs créditeurs	19 080
Organismes sociaux congés payés	437 985
Organismes sociaux autres charges à payer	161 434
Etat autres charges à payer	-
Effort construction à payer	46 824
Formation continue à payer	7 360
TOTAL	2 040 619

Autres dettes	Montant
Clients avoirs à établir	681 982
TOTAL	681 982

6.3 Produits et Charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constatés d'avance	2 459 564
TOTAL	2 459 564

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avance	383 661
TOTAL	383 661

VII AUTRES INFORMATIONS

7.1 Engagements de retraite

Le montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilés s'élève 1 315 971 € à la date du 31 décembre au profit des salariés de l'association.

7.2 Etat des effectifs salariés

Inscrits au 31 décembre 2021

STATUT	Personnel		TOTAL
	Hommes	Femmes	
Cadres	34	44	78
Agents de maîtrise	88	102	190
Employés	4	3	7
Contrat apprentissage	7	5	12
Total permanents (CDI&CDD)	133	154	287
CDDU (vacataires)	16	16	32
Effectif EQTP Total	149	170	319

EQTP au 31 décembre 2021

STATUT	Personnel		TOTAL
	Hommes	Femmes	
Cadres	33,2	41,3	74,5
Agents de maîtrise	85	98,03	183,03
Employés	4	3	7
Contrat apprentissage	5	7	12
Total permanents (CDI&CDD)	127,2	149,33	276,53
CDDU (vacataires)	5,06	2,54	7,6
Effectif inscrit Total	132,26	151,87	284,13

7.3 Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagement crédit-bail mobilier	
Engagement crédit-bail immobilier	
Engagement retraite	
Autres engagements donnés	
TOTAL	0

Engagements reçus	Montant
Cautions bancaires reçues - Garantie Etat (PGE)	105 000
Autres cautions - Conseil départemental sur emprunt bancaire SG	317 201
TOTAL	422 201

Engagements réciproques	Montant
Néant	
TOTAL	0

7.4 Bénévolat

Le temps passé par les membres du bureau est réalisé à titre de bénévolat dans le cadre de leurs mandats d'élus des chambres consulaires.

7.5 Conventions règlementées

Tiers	Objet	Montant
CCI Essonne	Résultat de la SCI FDM	188 538
CampusFab	Bail CampusFAB	120 000
CampusFab	Refacturation charges	352 647
SCI FDM	Bail du Campus d'Evry	1 440 000
CMAE	Résultat de la SCI FDM	190

